



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 18 – 21 mai 2021

📍 Sommaire

Fait marquant

- 📍 Le Gouvernement a publié son plan de réforme du ferroviaire : le *Williams-Shapps Plan for Rail*

Climat & énergie

- 📍 Le nouveau système d'échange de quotas d'émissions carbone a été lancé au RU
- 📍 Le changement climatique pourrait fortement augmenter le nombre d'affaissements de terrain
- 📍 Le RU serait la 4ème destination la plus attractive en matière d'énergies renouvelables

Environnement

- 📍 40 % des déchets plastiques du RU seraient envoyés en Turquie
- 📍 Le Defra prend de nouvelles mesures pour protéger les tourbières
- 📍 Le Gouvernement souhaite payer les propriétaires fonciers qui créent de nouveaux habitats naturels pour les castors

Industrie

- 📍 Les PME manufacturières affichent une confiance accrue dans leurs ventes futures
- 📍 Le Gouvernement poursuit son dialogue avec l'industrie sur la décarbonation du secteur de l'acier

Transport

- ✦ Eurostar a conclu un accord de refinancement à hauteur 250 M£
- ✦ Les restrictions aux déplacements internationaux restent importantes malgré la levée de l'interdiction de voyager ce lundi
- ✦ Un rapport parlementaire souligne le manque de préparation du Gouvernement pour accompagner la transition vers la mobilité électrique

Fait marquant

Le Gouvernement a publié son plan de réforme du ferroviaire : le *Williams-Shapps Plan for Rail*

Le Gouvernement a dévoilé ce jeudi 20 mai son plan de réforme du ferroviaire, le [Williams-Shapps Plan for Rail](#), axé sur l'amélioration de l'expérience passager. Il introduit des changements importants dans la gestion des chemins de fer britanniques, avec la création d'un nouvel organisme public, [Great British Railways \(GBR\)](#), qui deviendra propriétaire de l'infrastructure ferroviaire, percevra les recettes tarifaires, exploitera et planifiera le réseau, et fixera la plupart des tarifs et des horaires. L'ensemble du système sera ainsi placé sous la direction nationale unique de *GBR*, qui introduira une nouvelle marque et une nouvelle identité. *GBR* proposera une billetterie simplifiée et modernisée, avec l'introduction à partir du 21 juin de nouveaux abonnements saisonniers flexibles, pour les passagers se déplaçant 2 à 3 jours par semaine, et la mise en place d'un site web *Great British Railways* permettant de centraliser tous les billets. La réforme vise en outre à assurer la viabilité financière des chemins de fer suite à la crise du Covid-19, avec l'introduction de nouveaux contrats axés sur l'amélioration de l'efficacité et de la ponctualité du service. Le secteur privé conservera un rôle important dans ce système : *GBR* passera des contrats avec des partenaires privés pour exploiter la majorité des trains selon les horaires et les tarifs qu'il aura spécifié, selon un modèle similaire à celui utilisé par *Transport for London* pour son service *Overground*. Les nouveaux contrats ne feront plus reposer le risque d'exploitation sur les opérateurs, comme dans le cadre des « franchises », mais comprendront de fortes incitations pour que ces derniers exploitent des services de qualité et augmentent le nombre de passagers transportés.

Chiffre de la semaine

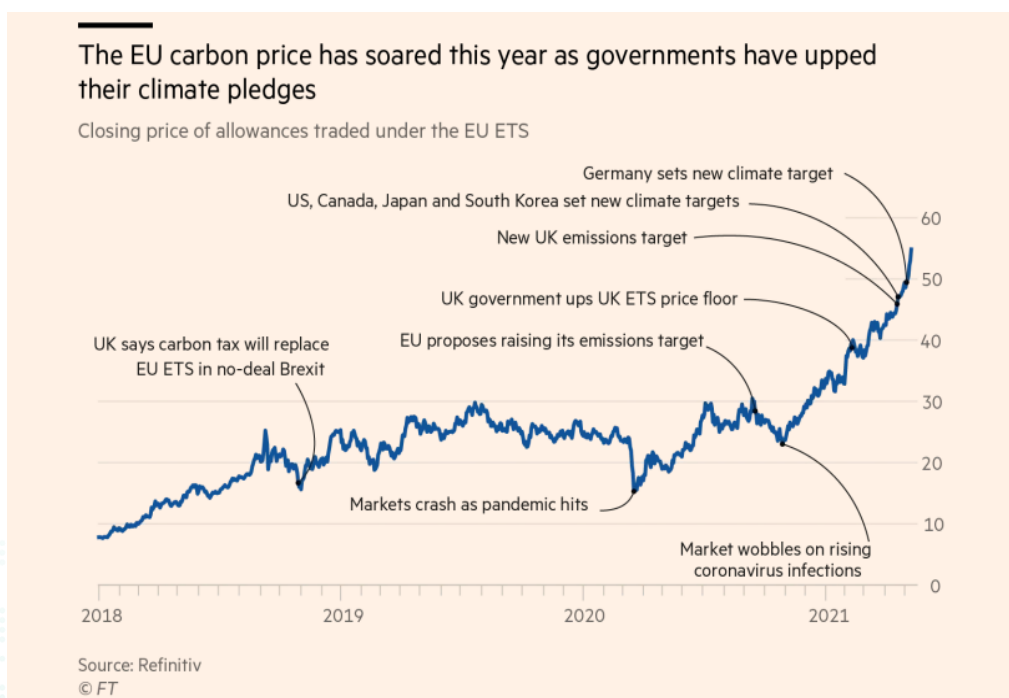
65 M£

C'est la dotation supplémentaire que le Gouvernement a octroyée à [Transport for London \(TfL\)](#) pour prolonger de 10 jours son plan de soutien financier qui venait à échéance le 18 mai, dans l'attente de la conclusion d'un accord à plus long terme avec le Maire de Londres, Sadiq Khan, réélu le 6 mai.

Climat et Energie

Le nouveau système d'échange de quotas d'émissions carbone a été lancé officiellement le 19 mai

Le nouveau système d'échange de quotas d'émissions [post-Brexit](#), *UK ETS*, mis en place le 1^{er} janvier 2021 a été officiellement lancé le 19 mai avec les premiers échanges de quotas. Alors que le [Gouvernement](#) a fixé à 44,74 £ le prix de la tonne de carbone (et à 22 £ le prix plancher), en se basant sur les prix pratiqués sur le marché *EU ETS* entre mai 2019 et décembre 2020, certains analystes estiment que celui-ci pourrait fortement augmenter dans les semaines à venir sous l'effet d'une forte demande et d'un nombre réduit d'autorisations mis aux enchères. En cas de maintien des prix au-dessus de 44,74 £ pendant plus de 3 mois, le Gouvernement britannique pourrait intervenir, sans qu'il ait toutefois précisé sous quelle forme, afin de limiter l'impact sur certaines industries et entreprises. Le marché *UK ETS* couvrira seulement quelques secteurs (industries à forte intensité énergétique, secteur de la production d'électricité et aviation), représentant un quart des émissions britanniques. Le Gouvernement envisage néanmoins d'élargir le champ d'application aux secteurs des transports terrestres et maritimes et à la construction. Suivant les recommandations du *Climate Change Committee*, il pourrait également envisager de réviser le système d'allocations de quotas gratuits octroyés à certaines industries très polluantes, afin de les inciter à amorcer leur transition bas carbone. *Tata Steel* ou *Castle Cement* reçoivent par exemple l'équivalent de 39 M de tonnes de quotas gratuits.



Le changement climatique pourrait fortement augmenter le nombre d'affaissements de terrain

Selon [de nouvelles cartes](#) établies par le *British Geological Survey*, les affaissements de terrains provoqués par le changement climatique pourraient affecter 2,4 M de propriétés en 2030, et plus de 4 M en 2070. Les régions de Londres et du sud-est de l'Angleterre sont les plus vulnérables, du fait d'un sol géologiquement moins ancien et plus calcaire et donc moins résilient face aux importantes variations de températures.

Le RU serait la 4ème destination la plus attractive en matière d'énergies renouvelables

Le dernier classement [du cabinet de conseil EY](#) place le RU au quatrième rang des destinations les plus attractives pour les investissements dans les énergies renouvelables, soit une place de mieux que dans le précédent classement. Si les États-Unis ont conservé la première place dans l'indice, les investissements devant augmenter à la suite du retour des États-Unis dans l'Accord de Paris et des annonces du président Biden, la Chine occupe la deuxième position, après avoir porté sa capacité de production d'énergie éolienne à 72,4 GW l'année dernière, tandis que l'Inde gagne une place et se classe troisième. Le rapport estime que les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables ont atteint l'année dernière leur deuxième niveau le plus élevé jamais enregistré, avec 303,5 Md\$, malgré les perturbations causées par la crise du Covid 19. Le cabinet de conseil juge néanmoins que ces investissements sont loin d'être suffisants pour assurer l'atteinte du *Net Zero*, estimant la somme nécessaire à 5,2 trillions \$ annuels.

Environnement

Flash – [40 % des déchets plastiques du RU seraient envoyés en Turquie](#)

Le Defra prend de nouvelles mesures pour protéger et restaurer les tourbières

Le Gouvernement vient d'annoncer son intention d'interdire la vente de compost à base de tourbe d'ici à 2024. Cette décision s'inscrit dans un programme plus large visant à restaurer et à protéger les écosystèmes britanniques. Ces derniers s'avèrent être d'importants atouts dans la lutte contre le réchauffement climatique mais font l'objet de différentes menaces (changement climatique, pollution, etc.). Alors que les 2,6M d'ha de tourbières du RU contiennent environ 3 Md de tonnes de carbone (gaz par ailleurs libéré lorsque les tourbières sont endommagées), le ministre de l'Environnement, G. Eustice, a rappelé que seulement 13 % de ces zones demeurent dans un état quasi-naturel. Il a également annoncé une enveloppe de 50 M£ pour la restauration au cours des quatre prochaines années de 35 000 ha de tourbières dégradées en Angleterre, dont 2,7 M£ pour la *Great North Bog*, une zone de landes s'étendant des *Midlands* à la frontière écossaise. Des alternatives au compost à base de tourbe existent d'ores et déjà et devraient permettre d'éliminer jusqu'à 630 000 tonnes de carbone, selon la

Royal Society for the Protection of Birds. G. Eustice a également annoncé un financement de 500 M£ pour tripler la plantation d'arbres en Angleterre et atteindre 7 000 ha par an d'ici à 2024. Un nouvel objectif à l'horizon 2030 pour la protection des animaux sauvages au RU devrait aussi être rendu public prochainement.

Le Gouvernement souhaite payer les propriétaires fonciers pour créer de nouveaux « habitats naturels » pour la biodiversité

Le nouveau *Nature Champion* du *Defra*, Ben Goldsmith, est parvenu à convaincre le Premier Ministre Boris Johnson d'intégrer un plan de protection des castors dans la nouvelle stratégie post-Brexit de gestion des terres et de l'environnement (*post-Brexit Environments Land Management*). L'objectif est d'inciter les agriculteurs à ne pas cultiver leur terre jusqu'au bord des cours d'eau qui traversent leurs terrains par un système de compensation financière, afin de favoriser la croissance des arbres et arbustes qui constituent notamment l'habitat naturel des castors. Une étude récente du Gouvernement a révélé que ces zones boisées permettraient de lutter contre le réchauffement climatique, fournissant de l'ombre et réduisant la température de l'eau en été pour les poissons, permettant ainsi à cet écosystème de s'adapter à la hausse des températures. Elles pourraient également contribuer à ralentir le débit et à stocker temporairement l'eau dans le cadre de la gestion naturelle des inondations, ainsi qu'à prévenir l'érosion et l'effondrement des berges. Enfin, d'autres espèces pourraient également bénéficier de cette végétation, comme certains papillons et échassiers. Le *Defra* envisage également de faire du reboisement des berges situées sur des parcelles agricoles une condition à l'obtention des subventions pour la gestion environnementale des terres, sans lesquelles de nombreuses exploitations ne seraient pas rentables. Plusieurs organisations environnementales qui ont travaillé avec le gouvernement sur ces projets, dont le *Beaver Trust*, le *Woodland Trust* ou encore le *National Trust*, ont réagi positivement à ces annonces.

Industrie

Les PME manufacturières affichent une confiance accrue dans leurs ventes futures

Le dernier baromètre de l'industrie manufacturière, réalisé par *South West Manufacturing Advisory Service (SWMAS)* et le *Manufacturing Growth Programme (MGP)*, portant sur la période janvier-mars 2021, s'est intéressé à la manière dont les PME manufacturières se remettaient de la pandémie de Covid-19. Il révèle qu'un peu moins de la moitié des entreprises interrogées (48 %) s'attendent à retrouver, voire à dépasser, leur position d'avant la crise dans les trois prochains mois. Des défis importants restent à relever pour le secteur, notamment en matière de disponibilité et de délais de livraison des matériaux. Cependant, près des deux tiers des entreprises s'attendent à une augmentation de leurs ventes d'ici à octobre, et 58 % indiquent qu'elles prévoient d'accroître leurs investissements au cours des six prochains mois. L'enquête révèle également que de nouvelles pratiques de travail sont mises en œuvre dans l'industrie manufacturière, 42 % des répondants prévoyant d'offrir à leurs employés la possibilité de travailler à distance, soit 28 % de plus qu'avant la pandémie.

Le Gouvernement poursuit son dialogue avec l'industrie sur la décarbonation du secteur de l'acier

Dans le cadre du dialogue initié entre le Gouvernement et l'industrie sidérurgique sur la décarbonation du secteur, le Ministre de l'Economie et de l'Industrie a co-présidé ce mercredi 19 mai le Conseil britannique de l'acier (*UK Steel Council*), durant lequel l'organisme industriel *UK Steel* a présenté son projet de feuille de route pour atteindre une production d'acier nette zéro. Le Gouvernement vient en outre de publier les [dernières données sur les marchés publics de l'acier](#), qui montrent qu'au moins 108 M£ des 148 M£ d'acier achetés par le Gouvernement britannique en 2019 et 2020 provenaient de producteurs nationaux et que le secteur public aurait besoin d'environ 7,6 millions de tonnes d'acier au cours de la prochaine décennie, pour des projets d'infrastructure tels que la ligne ferroviaire *High Speed 2* (HS2), l'accroissement de la production éolienne en mer ainsi que l'entretien et la modernisation du réseau autoroutier britannique, projets pour lesquels le Gouvernement devrait favoriser un approvisionnement national.

Transport

Eurostar a conclu un accord de refinancement à hauteur 250 M£

Eurostar a annoncé ce mardi 18 mai avoir conclu un accord de refinancement à hauteur 250 M£ auprès de banques et de ses actionnaires (la SNCF, *Patina Rail LLP*, composé de la Caisse de dépôt et placement du Québec et d'*Hermes Infrastructure*, et la SNCB). L'accord se compose de 50 M£ de fonds propres supplémentaires, de 150 M£ de levée de nouvelles dettes bancaires, garanties par les actionnaires, et de 50 M£ de reports d'échéance bancaires de dettes existantes. Les Etats n'ont pas contribué directement à ce refinancement, qui doit permettre d'assurer l'avenir d'*Eurostar* à court-moyen terme et lui permettre de mener à bien sa fusion avec *Thalys*, dans le cadre du projet *Green Speed*. Le Groupe a annoncé qu'il augmenterait le nombre de trains sur sa ligne Londres-Paris à deux allers-retours quotidiens à partir du 27 mai, et à trois par jour à partir de la fin juin, puis d'augmenter la fréquence au cours de l'été en fonction de l'assouplissement des restrictions de voyage.

Les restrictions aux déplacements internationaux restent importantes malgré la levée de l'interdiction de voyager ce lundi

L'interdiction des voyages internationaux au Royaume-Uni a été levée ce lundi 17 mai. Le Gouvernement a cependant appelé à la prudence face à l'inquiétude suscitée par la propagation rapide du variant indien, indiquant à travers plusieurs [messages contradictoires](#), largement critiqués par la presse, que les passagers ne devaient pas se rendre dans les pays figurant sur la liste orange (« *Amber* ») « à moins que cela ne soit absolument nécessaire ». La ministre de l'Intérieur, Priti Patel, a également prévenu que [le dispositif de contrôle des quarantaines](#) au retour au Royaume-Uni serait renforcé à 10 000 contrôles à domicile par jour par la « police des vacances », l'amende pour non-respect de l'isolement obligatoire s'élevant à 10 000 £. Ce lundi, des centaines de passagers ont cependant emprunté des vols à destination de pays figurant sur la liste orange, les aéroports d'Heathrow et de Gatwick assurant désormais plus de 340 vols par jour vers ces destinations. Face aux restrictions qui s'imposent aux voyageurs revenant de pays placés sur liste orange, où figurent actuellement une majorité de pays, le [PDG d'Heathrow](#), John Holland-Kaye, a demandé au Gouvernement d'inscrire les

Etats-Unis, les Caraïbes, la France, la Grèce et l'Espagne sur la liste verte, et de réduire la TVA sur les tests Covid. Il a averti que 500 000 emplois dans le secteur du voyage au Royaume-Uni pourraient être menacés si la liste verte n'était pas élargie d'ici l'été.

Un rapport parlementaire souligne le manque de préparation du Gouvernement pour accompagner la transition vers la mobilité électrique

Dans un rapport publié ce mercredi, la Commission des comptes publics de la Chambre des communes a souligné le manque de préparation du Gouvernement pour accompagner l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs à horizon 2030 et de véhicules hybrides à horizon 2035. Selon le rapport, le Gouvernement n'a publié aucun plan clair pour réaliser son ambition, notamment en matière de déploiement des bornes de recharge électriques et d'incitation des consommateurs à acheter des véhicules électriques. Si le Royaume-Uni compte plus de 23 000 bornes de recharge réparties sur plus de 15 000 sites, la couverture du territoire est inégale 44 % des points de charge étant situés à Londres et dans le sud-est de l'Angleterre et les aires d'autoroute britanniques n'en étant pas suffisamment dotées. Un porte-parole du gouvernement a répondu que 2,8 Md£ étaient déjà prévus pour inciter les automobilistes à passer à la mobilité électrique et que les efforts seraient poursuivis pour installer des « milliers de points de charge et stimuler le développement de nouvelles technologies pour atteindre les objectifs fixés ». La fédération britannique des constructeurs automobiles a commenté ce rapport en estimant qu'il « était temps pour le gouvernement d'assortir ses ambitions de leader mondial d'un ensemble de mesures de classe mondiale ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international